

La guerre contre daech s'intensifie grâce à l'engagement inégalé depuis des années de nos forces armées. En Afrique, la guerre contre les salafistes-djihadistes se poursuit. Un de nos sous-officiers, le maréchal des logis chef Fabien Jacq a été tué par une mine au Mali.

Et pourtant, malgré nos engagements dans des opérations de guerre, je remarque que la défense n'a pas été un objet de réel intérêt lors du second débat télévisé des candidats à la primaire de la droite, hormis de la part de Nathalie Kosciuscko-Morizet qui a demandé un effort significatif.

Pendant ce temps, en France, les cérémonies du 11 novembre et donc du centenaire de la bataille de Verdun qui a coûté dans les deux camps plus de 300 000 tués ou disparus, 406 000 blessés, précéderont la journée du souvenir des attentats salafistes-djihadistes du 13 novembre 2015 et des 130 assassinés.

Le Bataclan ouvrira à nouveau ses portes le 12 novembre avec Sting, symbole des bons sentiments, en tête d'affiche. Suite aux attentats djihadistes et à ce déchaînement de violence froide et organisée, chantera-t-il sa chanson bien antimilitariste et contre ce qui représente l'autorité, donc contre ce qui assure la sécurité d'une population « You are in the Army now » (Cf. [traduction](#)) ? A voir.

La dissociation des deux événements, notamment à travers les médias, est-elle pertinente ? N'y-a-t-il pas un lien à promouvoir entre deux volontés de résister à un siècle d'écart ? En 1916, la France et la nation faisaient face à l'idéologie impériale allemande et refusaient la soumission. Aujourd'hui, n'est-ce pas la même réaction que ces médias devraient mettre en exergue, celle de ne pas se soumettre à une idéologie cette fois politico-religieuse qui menace notre société, en s'appuyant notamment sur cette partie de notre histoire ?

Il est vrai que pendant ce temps, les policiers manifestent et défient leur hiérarchie, leurs syndicats – la police est l'institution la plus syndicalisée de France – rejoints par d'autres catégories de personnels comme les pompiers qui se lassent d'être caillassés lors de leurs interventions dans des quartiers sensibles. La menace intérieure a désorganisé le fonctionnement de notre société et n'a pas vraiment unifié la nation dans sa volonté de résister.

Tous réclament des moyens. Je ne pense que cela soit la question mais plutôt celle de l'application de l'autorité de l'Etat. Si le voyou, le terroriste craignaient nos forces de sécurité et les sanctions qui découlent de leurs interventions, il serait possible d'étudier l'attribution de moyens supplémentaires.

Restaurons donc l'autorité de l'Etat, avec moins de procédures, moins de protection de l'individu qui profite d'abord au délinquant et non à la victime, un emploi des armes plus libre, des sanctions immédiatement applicables et peut-être que la situation s'améliorera justement par un moindre besoin de faire face aux dérèglements divers inhérents à toute société. Dans une logique d'économie des forces et de concentration des moyens, principes militaires, les uns et les autres pourraient faire face.

Je reste cependant surpris de cette peur exprimée par nos policiers qui évoquent les risques encourus. Faut-il rappeler qu'ils bénéficient d'une prime de risque ou indemnité de sujétion spéciale police (ISSP) qui correspond depuis 2008 à 26% du salaire mensuel brut et devrait progressivement passer à 28%, intégrée dans les pensions de retraite ? il serait peut-être temps qu'ils se rendent compte pour certains que la prise de risque a été indemnisée.

Je constate donc que la stratégie d'épuisement de Daech a porté ses fruits. Hier l'empereur d'Allemagne n'a pas réussi à saigner à blanc dans la bataille de Verdun l'armée française et à faire céder la population. Aujourd'hui, Avec une menace terroriste finalement faible, Daech a mis à genoux nos policiers en un an. Il serait bon de méditer cet effet obtenu dont les conséquences auraient été incalculables si Daech n'était pas écrasé en Irak aujourd'hui certes par une coalition hétéroclite au Moyen-Orient à laquelle contribuent grandement nos forces armées.

Nos forces armées ont finalement sauvé la police et le gouvernement qui ne peut plus contenir le mécontentement des forces de sécurité intérieure. Les armées sont bien le dernier rempart des institutions et le prochain président de la République ne devrait pas l'oublier dans ses engagements budgétaires envers les armées. Je pourrai reprendre une maxime célèbre de nos poilus : « Pourvu que l'arrière tienne ». Or, l'arrière ne tient plus !

Enfin, qui peut dire qu'une autre forme de salafistes-djihadistes ne renaîtra pas pour reprendre le combat contre l'Occident en ayant tiré tous les enseignements et notamment celui de la faible résilience de la nation et des institutions dédiées à sa sécurité ?